

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

5 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 106

présenté par

M. Descoeur, M. Sermier, M. Bony, M. Straumann, Mme Meunier, M. Vialay, M. Lurton,  
M. Fasquelle, M. Saddier, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Dalloz, M. de Ganay et M. Viala

**ARTICLE 16**

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 31 :

« France compétences est un établissement à caractère administratif ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les compétences de l'État dans le domaine de l'apprentissage et de la formation professionnelle – secteurs de responsabilité majeure des régions et désormais des branches professionnelles - se limitant essentiellement à la fixation des normes, il n'apparaît pas cohérent de faire de France compétences un établissement public de l'État. Le présent amendement revient donc sur cette orientation en précisant simplement que France compétences est un établissement public à caractère administratif.